

LES ANALYSES DE L'ACRF

2008 / 05

AUGMENTATION DES PRIX : QUI EST RESPONSABLE ?

Le pain : 7,22 % d'augmentation, le lait : 16,33 %, le riz : 13,32 %, le mazout de chauffage : 41,42 %.... Où s'arrêtera cette escalade ? Serons-nous bientôt tous pauvres ?, titrait un magazine télévisé belge. C'est que l'envolée des prix touche des produits de consommation courante, indispensables pour vivre. Une fois de plus, les plus fragiles sont les plus touchés. C'est vrai dans nos pays mais encore plus dans les pays en voie de développement où les émeutes de la faim secouent de nombreux pays africains et asiatiques.

Les consommateurs européens avaient déjà tiré la sonnette d'alarme. Sans succès ! Le directeur de la Banque Nationale de Belgique se voulait rassurant. Pour lui, il s'agissait seulement d'une impression de hausse des prix et de rappeler que certains d'entre eux avaient baissé : celui des frigos, des ordinateurs... ! Aujourd'hui que l'inflation atteint 4,39 %, un niveau qu'elle n'avait plus connu depuis 22 ans, le ton a changé. Et le directeur de la même Banque Nationale de Belgique de réclamer la plus grande prudence en ce qui concerne l'indexation des salaires sans questionner les vrais responsables de cette accélération de l'inflation et proposer des pistes de solution.

Les prix s'envolent ...

Le prix des produits pétroliers et des matières premières alimentaires flambent et c'est toute l'économie qui est touchée. En cause, d'après les économistes en vue, la forte demande des pays émergents qui dope les prix.

Qui dit hausse du prix du pétrole dit aussi hausse de celui de l'essence et du mazout de chauffage. Mais pas seulement ! Pour produire des biens, il faut de l'énergie. Une fois produits, ceux-ci seront conditionnés, emballés, transportés, ce qui implique encore de l'énergie.

L'augmentation du prix des céréales ces derniers mois se traduit par celle du pain, de la farine, des pâtes (+ 32,67 % pour les spaghettis !) mais aussi par celle d'autres produits comme le lait, le beurre, le fromage et la viande puisque le bétail est nourri avec des céréales et que les agriculteurs répercutent la hausse de leurs coûts sur le produit final.

Tous les acteurs de la vie économique ne partagent pas nécessairement cet avis. Ils dénoncent notamment les marges bénéficiaires gonflées artificiellement par les intermédiaires qui agissent entre les producteurs et les consommateurs, notamment la grande distribution. Que propose le gouvernement, s'interroge la FGTB ? « De placer les prix sous monitoring et de faire des grands yeux s'il y a dérapage ». Or, dérapage il y a. Mais on laisse dire les économistes qui affirment que le meilleur instrument, c'est de laisser jouer la concurrence.

ACTION CHRETIENNE RURALE DES FEMMES
ACRF - ASBL

Rue Maurice Jaumain, 15 B-5330 Assesse

Editrice responsable : Léonie Gérard

Responsable Service Etudes: Piron Valérie

www.acrf.be - etudes@acrf.be

On a vu, poursuit le syndicat, ce que cela donne y compris pour le gaz et l'électricité, « secteurs où la concurrence n'est qu'une mascarade. »¹.

En matière de carburants, d'électricité et de gaz, responsables pour les ¾ de la dernière poussée inflationniste, que propose le gouvernement pour mettre au pas pétroliers, électriciens, gaziers ? « De 'surveiller' les prix et les tarifs. Sur la fiscalité indirecte (accises et TVA) qui représente 60 à 70 % du prix de vente, il se tait », conclut le syndicat. Pour Philippe Defeyt, économiste et président du CPAS de Namur, diminuer les taxes sur les produits énergétiques serait une erreur. Une telle mesure profiterait également aux ménages qui ne connaissent pas de difficultés économiques et entamerait des ressources fiscales bien utiles à la collectivité. Certes, il est nécessaire de contrôler les hausses anormales de prix et de mettre au pas certains lobbies mais il faut aussi prendre une série de mesures comme par exemple instaurer des primes énergétiques structurelles dont le montant serait indexé en fonction des prix de l'énergie. Surtout, il est urgent de relever le pouvoir d'achat de tous ceux qui disposent de petits revenus.

Pour l'association de consommateurs Test Achats, il est important de faire fonctionner les outils de contrôle qui existent mais ne jouent pas leur rôle comme le Conseil de la concurrence et des organes régulateurs tel que le Creg dans le secteur du gaz et de l'électricité.

En Belgique et au Luxembourg, nous bénéficions du système d'indexation automatique des salaires qui limite la perte du pouvoir d'achat. C'est un système que bien des pays voisins nous envient mais que le patronat et certaines institutions remettent en cause. Scandaleux quand on considère les indexations que s'accordent les grands patrons de Fortis (+ 15 %), de Belgacom (+ 42 %), d'Inbev (+ 9 %) ou les dividendes que les 105 premières entreprises belges cotées en bourse ont versé à leurs actionnaires : 10,2 milliards d'euros en 2007, soit 42 % de plus qu'en 2006 !

La faim : une réalité quotidienne !

A l'autre bout de la planète, 35 pays : Indonésie, Haïti, Cameroun, Mozambique...., sont confrontés à des émeutes de la faim. Le riz, le blé, le soya... qui constituent souvent la base de l'alimentation des populations ont atteint des prix records et la hausse mondiale devrait se poursuivre d'après l'ONU. Si un ménage belge consacre de 10 à 15 % de son budget à la nourriture, c'est 85 % qu'y consacre un habitant des quartiers pauvres de Rio ou d'Abidjan, explique Jean Ziegler, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies pour le droit à l'alimentation.

Interrogé par la RTBF radio, il s'étonne : l'opinion publique européenne découvre le problème de la faim à l'occasion de ces émeutes alors que le massacre est quotidien puisque la faim fait des millions de victimes. Les pays riches sont directement impliqués. En effet, les marchés locaux du Sud sont cassés par l'arrivée de leurs produits largement subventionnés et donc bien moins chers que ceux fabriqués sur place. « L'Union européenne, en particulier, pratique en Afrique le dumping agricole avec un cynisme sans faille. Il en résulte notamment la destruction systématique des agricultures vivrières africaines. »².

Il y a aussi la dette qui étouffe des populations qui n'ont jamais profité de l'argent emprunté. « La dette empêche tout investissement social conséquent dans l'irrigation, l'infrastructure routière, scolaire, sanitaire, à fortiori dans quelque industrie que ce soit. Pour les pays les plus pauvres, aucun développement durable n'est possible. »³

En deux mois, la tonne de riz a doublé et, en six mois, le prix du blé a augmenté de 86 %. En cause la spéculation qui domine la bourse où se décident les prix. Jean Ziegler pointe également du doigt la production massive de biocarburants réclamée par les pays riches pour alimenter les transports. Il n'hésite pas à parler de « crime contre l'humanité ». Les biocarburants sont fabriqués à partir de graisses et de sucres tirés de végétaux comme le blé, le colza, le maïs ou la betterave qui sont aussi cultivés pour l'alimentation et

¹ Syndicat, 11 avril 2008

² Jean Ziegler ; L'empire de la honte », Le livre de poche, édition mise à jour 2007.

³ Le Soir des 9 et 10 février 2008.

qui en seront donc détournés. Pour faire le plein d'une voiture avec un agro-carburant, soit 50 litres, il faut environ 200 kg de maïs, ce qui permet à un enfant de vivre pendant un an !

Or, l'Union européenne entend porter d'ici 2020 à 10 %, contre 1 % aujourd'hui, la part des agro-carburants dans le secteur des transports. Malgré une demande de suspension de l'Agence européenne de l'environnement et une réticence de plus en plus grande de pays comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie, la Commission a réaffirmé son objectif.

Dans la situation de crise telle que nous la connaissons aujourd'hui, l'aide alimentaire s'avère indispensable, mais elle s'effondre vu l'explosion des prix. Le programme alimentaire mondial (PAM) a perdu entre 1/3 et la moitié de ses revenus.

Les règles économiques qui dominent aujourd'hui ne sont pas inchangeables. La rareté n'est pas le fruit du hasard. Elle est organisée et planifiée, dénonce Jean Ziegler qui en appelle à l'insurrection des consciences. Certes, une résistance est indispensable mais elle est d'autant plus difficile que le capitalisme nous est donné comme étant naturel, une affirmation fautive mais dangereuse, relève l'anthropologue Olivier Gabriel Marchal, parce qu'elle casse tout débat et toute remise en question.

Anne Vanhese, journaliste à l'ACRF - Plein Soleil

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie
soient diffusées et reproduites ;
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

